

« Certains participants estiment que les phases d'accalmies permettaient l'envoi des secours (1) tandis que la préfète des Deux-Sèvres relève qu'« une escorte de gendarmerie [...] prévue pour accompagner les véhicules de secours sur le lieu d'attroupement a, au moins, une fois, été prise à partie par les manifestants » (2).

(1) « Sainte Soline, 24-26 mars 2023, Empêcher l'accès à la Bassine quel qu'en soit le coût humain », Rapport des observatoires des libertés publiques et des pratiques policières, juillet 2023, pp. 103-104. » ».

(Pièce n° 4 : rapport d'enquête parlementaire, p. 76)

22. Par suite, il est définitivement démontré qu'à plusieurs reprises, Monsieur le Ministre de l'Intérieur semble avoir présenté, sous serment, devant une Commission d'enquête parlementaire, des témoignages mensongers, de mauvaise foi, à des fins dolosives et déterminants sur la rédaction du rapport de la Commission d'enquête parlementaire.

Les pièces du dossier justifient l'engagement de poursuites pénales à l'encontre de Monsieur Gérard Darmanin.

Il est plus que nécessaire, aujourd'hui, que toute la lumière soit faite, de manière objective, sans manipulation, sur les événements du 25 mars 2023 à Sainte-Soline et que les personnes qui participent à la désinformation du public sur ce débat d'intérêt général soient condamnées.

Ces faux témoignages ayant largement blessés les citoyens qui les ont entendu ou en ont entendu les échos, il nous a paru essentiel de partager largement notre action en réalisant une pétition de soutien. Aussi, vous trouverez, parmi les pièces jointes au présent courrier, la pétition de soutien ainsi que la liste des contributions à cette pétition (*pièce n° 14 : Liste des signataires de la pétition de soutien*).

Dans l'attente de votre retour quant aux suites données à la présente plainte, nous vous prions de croire, Mesdames et Messieurs les membres de la Commission des requêtes de la Cour de Justice de la République, en l'expression de nos sincères salutations,

Nom, prénom :

Coordonnées postales :

.....

.....

.....

Signature :

Le droit international insiste sur la nécessité de permettre à toute personne de participer à cette activité d'observation.

La qualité d'observateur-ice est reconnue par le droit international à une personne au regard de sa mission pendant une manifestation, et non à l'association en tant que telle, qui se doit seulement d'être indépendante de l'État »

(Pièce n° 6 : Rapport des observatoires des libertés publiques et des pratiques policières, p. 5/164).